

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > **Alstom : nationaliser ? « Autre chose serait la socialisation de l'entreprise »**

Alstom : nationaliser ? « Autre chose serait la socialisation de l'entreprise »

samedi 10 mai 2014, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2014).

Après Arcelor-Florange, l'idée de l'entrée de l'État au capital d'une entreprise est agitée dans le cas d'Alstom.

Jean-Claude Mailly pour FO, Thierry Lepaon pour la CGT ou Jean-Luc Mélenchon l'ont évoqué chacun à leur manière. Et même Jean-François Copé (UMP) a dit que cela pouvait se concevoir, bien sûr avec beaucoup de limites...

Esbroufe et désarroi

Le désarroi renvoie à une contradiction du capitalisme actuel, surtout en période de crise. Grandes entreprises et finance sont de plus en plus mondialisées mais les États demeurent nécessaires au capitalisme pour gérer les territoires, les sociétés, former la force de travail, etc. La plupart du temps, ça fonctionne sans difficulté : États et gouvernements se font les serviteurs zélés du capital. Parfois, ça coince un peu : l'État est bousculé par une décision d'un capitaliste particulier qui bouscule les équilibres économiques ou pose un problème de gestion politique immédiate. Du coup, l'État se campe en gardien de l'« intérêt général », de l'« intérêt national ».

C'est ce qui se passe avec la décision de Patrick Kron, le PDG d'Alstom, de faire un deal avec General Electric (GE). Comme le note Mediapart, il n'a pas prévenu le gouvernement (Bouygues qui est l'actionnaire principal d'Alstom, non plus) et celui-ci se trouve devoir gérer, à l'improviste, les conséquences prévisibles sur l'emploi, les fermetures d'établissements, voire les conséquences sur les filières énergie et transports en France.

Hollande et Montebourg se mêlent donc directement de l'affaire. D'autant qu'il y a un autre groupe capitaliste sur les rangs : Siemens, qui a le soutien du gouvernement allemand. Le gouvernement n'a sans doute pas envie d'aller plus loin qu'une position d'arbitre, en se donnant du temps pour peser sur la décision de Kron (qui demeure favorable à GE). Mais, du côté des syndicats et du Front de gauche, on sait que chacune des solutions capitalistes, GE aussi bien que Siemens, pose des problèmes, d'emplois notamment, d'où cette idée de participation au capital, voire de nationalisation.

Hier et aujourd'hui...

La nationalisation et plus généralement la propriété publique semblait passée de mode au début des années 90. Du côté des salariéEs, les choses étaient confuses, si les nationalisations de 1945 conservaient une odeur de progrès économique et social, celles de 1981-82 avaient un parfum d'amertume car elles s'étaient soldées par des restructurations et des suppressions d'emplois massives. Pour le PS, le capitalisme est désormais un « horizon indépassable » et ils s'acharnent à le mettre en pratique, à l'instar des privatisations massives du gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002).

Avec la crise qui commence en 2008, le thème de la nationalisation va faire progressivement son retour dans les entreprises de production. La revendication apparaît parfois face à des fermetures d'entreprise, dans des cas où un repreneur se fait attendre. Il s'agit souvent d'une nationalisation provisoire comme solution d'attente.

À l'automne 2012, la situation se modifie autour du cas d'ArcelorMittal, dont l'écho ira au-delà du cas de cette entreprise. Rappelons une différence entre Arcelor et la situation actuelle d'Alstom : chez Arcelor, les travailleurs étaient en lutte, et c'est leur détermination de l'époque qui a conduit les politiques, comme Montebourg, à parler de nationalisation temporaire.

Préserver d'abord les emplois

Dans le cas d'Alstom, il y a un double enjeu. D'abord, le plus important, l'emploi. Avec Siemens ou GE, nationalisation ou pas, l'exigence c'est « Zéro suppression d'emplois ! » Le deuxième enjeu, c'est le potentiel industriel et de recherche, mais les travailleurEs ne peuvent s'en désintéresser. Pas au nom du patriotisme économique, mais parce que les emplois, ce sont des établissements, des conditions concrètes de travail. Pour reprendre une histoire ancienne du temps des restructurations de la sidérurgie, ce n'est pas la même chose de travailler dans la sidérurgie ou dans un parc d'attractions (ce que l'on a proposé à des travailleurs lorrains dans les années 80...).

Pour préserver tout cela, c'est la détermination des salariés qui comptera avant tout, nationalisation temporaire ou pas. Autre chose serait l'expropriation des actionnaires, la socialisation de l'entreprise et son insertion dans des filières publiques des transports et de l'énergie. C'est ce que nous défendons.

Henri Wilno

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 241 (08/05/2014). <http://www.npa2009.org/>